

L'ESPACE PARTISAN MAROCAIN :

UN MICROCOSME POLARISÉ ?

Mounia Bennani-Chraïbi

D'une campagne électorale à l'autre, l'on entend fréquemment des citoyens désabusés fustiger les partis politiques au Maroc : « tous pareils », « tous corrompus », « il n'y a pas de vrais partis au Maroc », « ils ne représentent que leurs propres intérêts ». Cette désaffection semble se prolonger au niveau de la recherche : à quelques exceptions près, les partis politiques sont constitués comme de « mauvais lieux scientifiques »¹. Pourtant, l'observation du phénomène partisan soulève une énigme dans ce pays qui connaît depuis son indépendance – fait rare dans la région – un pluralisme partisan limité mais néanmoins complexe. Si les partis politiques suscitent tant de désamour au Maroc, qu'est-ce qui caractérise ceux qui s'engagent en leur sein ? Constituent-ils une élite homogène en déphasage avec la société, une clientèle segmentée mue par la quête de ressources rares, ou encore un microcosme traversé par les clivages qui travaillent la société ?

En effet, trois analyses principales se livrent concurrence au sujet du personnel partisan en contexte autoritaire. 1) Les unes mettent en lumière une profonde rupture entre des citoyens « dépolitisés » et une élite politique dotée de caractéristiques très proches (instruction, citoyenneté, voire origine régionale commune)². 2) D'autres

¹ Myriam Catusse, Karam Karam (eds), *Returning to Political Parties ? Political Party Development in the Arab World*, Beirut, Lebanese Center for Policy Studies, 2010. Voir aussi Jean-Claude Santucci, « Le multipartisme marocain entre les contraintes d'un « pluralisme contrôlé » et les dilemmes d'un « pluripartisme autoritaire » », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 111-112, 2006, p. 63-117.

² Juan Linz, Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore, Londres, Johns Hopkins University Press, 1996 ; Thomas Carothers, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, 1, 2002,

interprètent son fonctionnement au moyen du paradigme segmentaire³. 3) Des lectures soulignent la traduction des lignes de partage sociales dans le système partisan sous deux angles en particulier : les clivages sociaux (centre-périphérie, urbain-rural, travailleurs-possédants, Église-État)⁴; le renouvellement générationnel⁵.

Sur un autre plan, depuis les premiers ouvrages de référence⁶, les analyses de la vie politique marocaine restent souvent biaisées par une réduction du jeu politique institutionnel à un face à face entre le Palais et l'élite politique, ce qui laisse peu de place à la production d'une sociologie du personnel partisan. À partir de perspectives différentes, Waterbury et Leveau insistent effectivement sur l'importance de la monarchie dans la structuration du champ partisan à l'aube de l'indépendance. D'après l'approche segmentaire de Waterbury, le comportement politique du roi et des élites demeure imprégné par les traditions du Makhzen⁷ et du tribalisme en dépit des bouleversements sociaux provoqués par le Protectorat. Utilisé de manière défensive pour sauvegarder le patrimoine, le pouvoir n'est préservé qu'au prix de la division d'une élite restreinte. L'identité des acteurs reste avant tout « situationnelle » et les partis politiques ont des clientèles instables plutôt que des partisans, d'où la précarité des alliances, rendant difficile toute cohérence des actes et des coalitions avec l'idéologie proclamée. De ce point de vue, la « vie politique au Maroc consiste [...] dans une fronde permanente entre les unités politiques, dans une atmosphère de crise et de tension qui contribue en fait à maintenir l'équilibre de la société et à le restaurer le cas échéant »⁸. Pour Leveau, la royauté et le Mouvement national, alliés dans la lutte contre le Protectorat, entrent en compétition après

p. 5-21 ; Michel Camau, Vincent Geisser, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

³ Pour son principal promoteur sur le terrain marocain, en l'absence de toute centralisation et de toute institution politique particulière, l'« équilibre structural » du monde tribal s'explique notamment par la concurrence entre tribus et entre chacun de leurs segments, et par la fonction d'arbitrage des saints (Ernest Gellner, *Les Saints de l'Atlas*, Paris, Bouchène, 2003).

⁴ Pierre-Robert Baduel, « Les partis politiques dans la gouvernementalisation de l'État des pays arabes. Introduction », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, « Les partis politiques dans les pays arabes. 1. Le Machrek », 81-82, 1998, p. 9-51.

⁵ Pour une approche critique de l'approche générationnelle de l'islamisme, voir : Alain Roussillon, « Les islamologues dans l'impasse », *Esprit*, « A la recherche du monde musulman », 8-9, 2001, p. 93-115.

⁶ Rémy Leveau, *Le fellah marocain défenseur du trône*, Paris, Presses de Sciences Po, 1985 (1976) ; John Waterbury, *Le Commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite*, Paris, PUF, 1975.

⁷ Au Maroc, le Makhzen désigne la Maison royale, le territoire sur lequel s'étend son pouvoir ainsi que ses extensions administratives.

l'indépendance. Dès lors, la monarchie conçoit le pluripartisme et les mécanismes électoraux comme des instruments de contrôle et de fragmentation d'un champ politique polarisé ; elle favorise les scissions et accompagne la naissance de « partis administratifs »⁹. Les analyses électorales effectuées par Leveau durant les années 1960 laissent apparaître des « blocs massifs de tendances opposées »¹⁰, reflétant des clivages géographiques, sociaux, culturels, structurés autour d'une ligne de partage principale, celle qui sépare mondes citadin et rural. L'univers urbain qui n'abrite alors que le quart de la population est sensible aux discours de l'opposition constituée par les deux composantes du Mouvement national : l'Istiqlal, parti de la « vieille garde bourgeoise »¹¹ nationaliste, citadine, commerçante, plutôt de formation traditionnelle ; l'Union nationale de forces populaires (UNFP), parti de la classe moyenne, plus jeune et encore plus citadin, regroupant des intellectuels de formation moderne¹². Le monde rural est encadré par les élites locales, composées de propriétaires fonciers sensibles au statut de la terre et aspirant à préserver leurs positions sociales et économiques ; c'est là que s'implante le Mouvement populaire (MP), qui s'érige en représentant des élites rurales et amazighs, et qui se montre alors favorable à un exécutif fort et rétif à l'hégémonie du Mouvement national. Pour contrer l'opposition, le premier parti administratif est créé en 1963 : le Front de défense des institutions constitutionnelles (FDIC) regroupe des membres de la bourgeoisie de Rabat, de Salé, de Marrakech, et d'anciennes familles makhzénienne.

Les révoltes urbaines (1965), l'émergence de l'extrême gauche à partir de la fin des années 1960 et des mouvements islamistes à partir des années 1970 ouvrent la voie à des lectures générationnelles¹³. Cependant, les autres grilles d'analyse perdurent. Pour Leveau¹⁴, la monarchie parvient à se stabiliser à partir du milieu des années 1970 en recourant aussi bien à la répression qu'à la division de ses

⁸ J. Waterbury, *Le Commandeur des croyants*, *op. cit.*, p. 24.

⁹ Ils sont ainsi qualifiés du fait du soutien administratif direct ou indirect dont ils bénéficient et de leur proximité du Palais.

¹⁰ Paul Chambergeat, « Les élections communales marocaines du 29 mai 1960 », *Revue française de science politique*, 11 (1), 1961, p. 89-117, dont p. 117.

¹¹ P. Chambergeat, *ibid.*

¹² P. Chambergeat, *ibid.*

¹³ Mohammed El Ayadi, « Les mouvements de la jeunesse au Maroc. L'émergence d'une nouvelle intelligentsia politique durant les années soixante et soixante-dix », dans Didier Le Saout, Marguerite Rollinde (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, Paris, Karthala, 1999, p. 201-230 ; François Burgat, *L'Islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Karthala, 1988.

¹⁴ R. Leveau, *Le fellah marocain défenseur du trône*, *op. cit.*, postface.

adversaires grâce à la mobilisation du registre nationaliste et à la relance du processus dit démocratique : désormais, la reconnaissance de l'hégémonie du roi, de la marocanité du Sahara et de l'islam comme domaine réservé du commandeur des croyants trace les frontières entre l'opposition légale, représentée par l'Union socialiste des forces populaires (USFP)¹⁵, et les mouvements plongés dans l'illégalité (d'extrême gauche, puis islamistes).

La libéralisation politique amorcée à la fin des années 1990 s'accompagne, d'une part, du développement des analyses qui soulignent la rupture entre l'élite partisane et les citoyens et qui tendent à constituer la « société civile » comme une alternative à la société politique¹⁶, d'autre part, du renouvellement des travaux sur le clientélisme électoral¹⁷. Pour rappel, cette ouverture se traduit entre autres par l'« alternance consensuelle » gouvernementale sous l'égide du secrétaire général de l'USFP (1998) et par l'intégration des islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) au sein du parlement. C'est le point de départ de coalitions gouvernementales associant les adversaires d'antan : ailes gauche (USFP) et droite (Istiqlal) du Mouvement national, « partis nationaux » issus du Mouvement national – Istiqlal, USFP, Parti du progrès et du socialisme (PPS) – et partis stigmatisés par ces mêmes organisations comme « administratifs », dans un passé proche du moins. La démultiplication des partis continue à élargir les frontières de la scène politique instituée¹⁸. Des catégories du langage politique marocain demeurent structurantes : dès sa création en 2008, le Parti authenticité et modernité (PAM) est dénoncé par ses adversaires comme un nouveau parti administratif ; cofondé par un « ami du roi », ancien secrétaire d'État à l'Intérieur, il connaît une progression électorale fulgurante et exerce un attrait sur les élus d'anciens partis administratifs. Au prolongement du

¹⁵ Issu d'une scission de l'UNFP. Les organisations et les données de l'enquête sont présentées dans l'annexe I.

¹⁶ Pour une approche critique, voir : M. Bennani-Chraïbi, « Jeux de miroir de la « politisation » : les acteurs associatifs de quartier à Casablanca », *Critique internationale*, 50 (1), 2011, p. 55-71.

¹⁷ Le clientélisme renvoie à des relations verticales, particularistes, asymétriques, fondées sur l'échange de biens et de services, un échange social et pas seulement économique. Pour une synthèse des débats dont il fait l'objet voir : M. Bennani-Chraïbi, « Introduction : Représenter et mobiliser dans l'élection législative au Maroc », dans M. Bennani-Chraïbi, M. Catusse, J.-C. Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives 2002*, Paris, Karthala, 2004, p. 15-53, dont p. 39 et suiv. Sur le Maroc, voir aussi les autres contributions du volume cité, ainsi que Lamia Zaki, (dir.), *Terrains de campagne au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Paris, Karthala, 2009 ; M. Catusse, L. Zaki, « Gestion communale et clientélisme moral au Maroc : les politiques du Parti de la justice et du développement », *Critique internationale*, 42 (1), 2009, p. 73-91.

¹⁸ Dans le même sens, le nombre des partis représentés au sein de la Chambre des représentants n'a cessé d'augmenter (3 en 1963 ; 6 en 1977 ; 8 en 1984 ; 11 en 1993 ; 15 en 1997 ; 21 en 2002 ; 24 en

mouvement protestataire de 2011, un nouveau seuil est atteint. Pendant les législatives de 2011, les islamistes du PJD qui représentaient jusque-là la principale force d'opposition parlementaire prennent la tête d'un gouvernement encore plus hétéroclite que jamais avec la participation de l'Istiqlal, parti nationaliste, du MP, encore perçu comme administratif par certains, du PPS, ancien parti communiste, à l'avant-garde de la lutte pour la réforme du code du statut personnel au début des années 2000, à laquelle le PJD s'était fortement opposé.

Après cinquante ans de transformations sociales accélérées, face à une scène politique instituée peu lisible, imprégnée par la « notabilisation de partis de militants »¹⁹, la question du clientélisme demeure centrale dans la plupart des grilles de lecture. En observant les campagnes électorales, nous nous posons la question du devenir de « la configuration marquée par la confrontation entre notables ruraux « défenseurs du trône » et militants urbains, héritiers du Mouvement national »²⁰. Dans cet article, le constat de départ est que, depuis la mutation des oppositions d'antan en partis gouvernementaux, la vie partisane marocaine est marquée par deux phénomènes : des partis sont en compétition pour l'accumulation des mandats électoraux et gouvernementaux, tandis que d'autres considèrent que les « sièges comptent peu »²¹ ou boycottent les élections ; la mobilisation clientélaire localisée n'est pas l'apanage des seuls partis de notables. À partir de là, comment se traduit au niveau de la composition du personnel partisan la frontière brouillée entre « partis de militants » et « partis de partis de notables »²² ?

Un protocole d'enquête inédit

2007), avant de connaître une inflexion en 2011 (18).

¹⁹ M. Bennani-Chraïbi, « “Hommes d'affaires” versus “profs de fac”. La notabilisation parlementaire d'un parti de militants au Maroc », *Revue internationale de politique comparée*, 15 (2), 2008, p. 205-219, dont p. 206.

²⁰ M. Bennani-Chraïbi, « Introduction : Représenter et mobiliser dans l'élection législative au Maroc », art. cité, p. 23 et suiv.

²¹ Cette célèbre formule de Abderrahim Bouabid, leader de l'USFP sous Hassan II, n'est plus en adéquation avec la stratégie du parti depuis les préparatifs de « l'alternance ».

²² Nous concevons ces catégories comme des idéaux-types qui font écho à la distinction entre deux répertoires d'action : l'un paroissial, particulier, patronné ; l'autre national, modulaire et autonome par rapport aux figures d'autorité locales (Charles Tilly, *Contentious performances*, Cambridge, CUPE, 2008). Dans les partis de militants, l'organisation partisane et le dévouement militant tendent à compenser l'absence de ressources sociales propres en fournissant des « capitaux partisans collectifs » : une marque politique, des emblèmes, etc. Inversement, les notables s'appuient sur leurs capitaux sociaux et individuels et sur des intermédiaires qu'ils gratifient de biens matériels ; leurs entreprises sont avant tout « *personnelles, discontinues et locales*, [plutôt que] *anonymes, continues et nationales* » (Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2002, p. 20 et 24.)

Pour saisir, d'une part, les caractéristiques et les lignes de partage qui structurent l'espace partisan en termes de valeurs, de sociographie, de socialisations, de bassins de recrutement, d'autre part, les intrications entre trajectoires individuelles, organisationnelles et collectives, nous avons constitué une base de données sur 4 127 congressistes de dix organisations politiques marocaines, sondées entre 2008 et 2012²³, au prolongement et en parallèle avec le recours à d'autres modalités de collecte des données (observation, récits de vie, entretiens répétés).

La sélection des organisations politiques a reposé sur des critères historiques et idéologiques, sur des dynamiques de crise, de fragmentation ou d'unification, tout en étant contrainte par les aléas du calendrier de l'organisation des congrès nationaux. L'échantillon comporte des partis de notables (comme le PAM et le MP), de gouvernement, d'opposition parlementaire, d'opposition non parlementaire (appelant au boycott de la scène politique instituée) ; avec une diversité d'orientations : nationaliste (Istiqlal), de (l'ex) gauche gouvernementale (USFP, PPS), de gauche radicale (Parti socialiste unifié – PSU, Parti de l'avant-garde démocratique socialiste – PADS), d'extrême gauche (Annahj addimocrati)²⁴. En outre, nous avons intégré une organisation altermondialiste promouvant « la politique autrement ». En effet, les membres d'ATTAC-CADTM Maroc tendent à considérer leur engagement comme alternatif à l'adhésion à un parti politique. Les insérer dans notre base de données permet d'affiner l'examen des frontières entre scène politique instituée, espace protestataire et politique non conventionnelle, d'interroger les spécificités du fait partisan au regard de ses marges.

Un congrès national constitue un événement fondamental dans la vie d'une organisation politique²⁵. Des délégués en provenance de l'ensemble du territoire se rassemblent dans le même lieu, pendant au moins quarante-huit heures, notamment dans le but d'élire les instances dirigeantes, de se prononcer sur les rapports moraux et financiers de l'équipe sortante, et plus globalement pour discuter de questions politiques de fond. Cette quasi unité du temps, de l'espace et de l'action fait donc du

²³ Le moment de l'enquête est à prendre en compte dans l'analyse des données sensibles aux effets de conjoncture, comme par exemple les réponses données à la question au sujet des acteurs et des organisations « alliés » ou « adversaires ».

²⁴ D'après un dirigeant du PSU (entretien 6 juin 2013), la gauche radicale a opté pour « le réformisme de gauche démocratique » et pour « la monarchie parlementaire », alors que l'extrême gauche « n'a pas rompu avec ses idées révolutionnaires classiques ».

²⁵ Selon la loi organique, un parti doit tenir son congrès national tous les quatre ans au moins (Bulletin officiel n° 5992 du 3 novembre 2011, <http://www.sgg.gov.ma/historique_bo.aspx?id=982>).

congrès, une pièce classique, un moment idéal pour enquêter. Si l'observation est en soi digne d'intérêt, une telle organisation offre également la possibilité d'accéder simultanément à un nombre non négligeable d'adhérents (entre une petite centaine et plus de 5 000 congressistes selon la taille et la fortune du parti), les plus investis dans l'organisation à la date du congrès ²⁶.

L'échantillonnage n'est pas le moindre des défis. Face aux incertitudes concernant les populations mères des congressistes ²⁷ et du fait du caractère inédit de ce type d'enquêtes au Maroc, nous avons opté pour une démarche réflexive tant dans la négociation des enquêtes que dans la mise en place des dispositifs de distribution, d'administration ²⁸ et de collecte des questionnaires. Avant, pendant et après le congrès, nous nous sommes appuyés sur des « alliés » pour maximiser la collecte de données sur les profils des congressistes, les enjeux du congrès, les luttes internes, la matérialité de l'organisation, etc. Au cours des dix enquêtes, nous avons essayé d'adopter des procédés comparables, avec une équipe constituée principalement d'étudiants, préalablement formés, tout en nous adaptant au profil de l'organisation et à la nature de l'accueil réservé à l'enquête par les organisateurs ²⁹. Conscients que ces enquêtes tendent à discriminer les moins dotés en capitaux scolaires et que le monde rural marocain connaît des taux d'alphabétisation très bas ³⁰, nous avons renforcé le dispositif d'enquête dans les congrès des partis ayant un ancrage rural (Istiqlal, MP, PAM) ; mais, en dépit de nos efforts, les taux de retour sont restés très faibles pendant ces congrès gigantesques (21 % pour le MP, 14 % pour l'Istiqlal et le PAM), ce qui constitue un résultat en soi. Dans trois cas, les questionnaires ont pu être insérés dans les valisettes des congressistes (PJD, PPS, PSU). Au cours du congrès d'ATTAC, les organisateurs ont interrompu leurs travaux pendant un laps de temps suffisant afin de permettre aux congressistes de remplir le questionnaire en

²⁶ De telles conditions d'enquête sont propices à la production de photos instantanées et ne permettent donc pas d'accéder aux sortants.

²⁷ Après les congrès, nous avons obtenu des données relatives à l'ensemble des congressistes de l'USFP et du PJD (répartition des congressistes selon le sexe, l'âge, les caractéristiques socio-professionnelles, les provenances régionales).

²⁸ Les congressistes ont eu le choix de remplir le questionnaire, seuls, ou de se le faire administrer.

²⁹ Sur les enquêtes dans les partis politiques, voir notamment le dossier coordonné par : Myriam Aït-Aoudia *et al.*, « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2010.

³⁰ D'après le recensement général de 2004, le taux d'analphabétisme est de 60,5 % en milieu rural et de 29,4 % en milieu urbain (Haut Commissariat au Plan, *Recensement général de la population et de l'habitat 2004. Caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population. Rapport national*, Rabat, Direction de la statistique, p. 23).

plénière. Bien entendu, ces éléments se sont répercutés sur les taux de retour (voir annexe 1). Le record atteint par le PJD (54 %) a d'abord été dépassé par le PSU (68 %), puis par ATTAC (98 %).

Ont contribué à la recherche :

- le Fonds national de recherche suisse (FNRS) et, pour le démarrage, l'Université de Lausanne : financement de l'enquête et de l'équipe ;
- Philippe Blanchard : formation à la méthodologie statistique de l'équipe suisse et de l'auteure, stratégie méthodologique pour la conception et la réalisation de la base de données et des documents de codage, supervision de la saisie et du codage, traitements statistiques multivariés et séquentiels ;
- Mohamed Jeghlaly : participation à la collecte des données, coresponsabilité des enquêtes menées dans deux congrès, traduction et codage des réponses aux questions ouvertes et semi-ouvertes en collaboration avec l'auteure ;
- Hicham Rabah : gestion logistique des enquêtes ;
- l'équipe des enquêteurs constituée notamment par des étudiants du CM2S (Casablanca) et de l'Université de Mohammedia ;
- l'équipe des étudiants de l'UNIL pour la saisie des données : Yassin Boughaba, Pablo Diaz, Fiona Friedli, Andrea Lutz, Maeva Mouton, Sarah Ridet-de-Beausacq, avec un rôle majeur de Vanessa Monney et de Grégory Patthey au démarrage du projet ;
- Nawal Khattabi et K. T. : saisie des réponses en arabe ;
- Mostafa Naoui : traduction vers l'arabe de la première version du questionnaire ;
- Jean-Pierre Müller : formation méthodologique complémentaire de l'auteure ;
- Marie-France Oliva : gestion du fonds ;

Que tous soient remerciés pour leur précieuse contribution.

Deux groupes de méthodes ont été mobilisés dans la production des premiers résultats. D'une part, les tris croisés permettent de repérer les propriétés des congressistes dans leurs grandes masses, en particulier en les comparant entre partis. D'autre part, l'analyse des correspondances multiples (ACM) contribue à dégager des facteurs structurants, peu ou pas accessibles à l'analyse variable par variable. Elle synthétise un nombre plus ou moins important de variables, en général nominales. Elle visualise les rapprochements et les contrastes. Ses résultats sont représentés sous forme de cartes portant des nuages de modalités et d'individus, les axes représentant les facteurs. Ces analyses débouchent sur des typologies ou des classes qui repèrent des profils de congressistes ; la transformation de ces classifications exhaustives et automatisées en variables synthétiques secondaires ouvre la voie à de nouveaux tris croisés.

Les premiers traitements semblent indiquer que l'espace partisan marocain –

miniaturisé à travers l'échantillon des congressistes – obéit à des logiques sélectives. Cependant, de fortes lignes de partage distinguent partis de militants et partis de notables sur le plan sociographique. Ces divergences se traduisent partiellement dans le rapport au politique et à l'échelle des valeurs : sur les plans idéologiques et religieux, les principales oppositions se structurent au sein du même univers socio-professionnel et socio-démographique, celui des partis de militants.

Partis de militants, partis de notables : des profils-types divergents

Au premier regard, l'espace des congressistes partisans est dominé par des citoyens, des hommes ³¹ d'âge mûr ³², des diplômés du supérieur, des cadres moyens et supérieurs ³³ (tableau 1) du secteur public ³⁴. Ces données tendent en soi à conforter l'hypothèse selon laquelle les partis politiques constituent un monde à part, non représentatif de la population, et ce en dépit des efforts consentis pour pénétrer les zones rurales ³⁵ et des politiques menées en vue de féminiser ³⁶ et de rajeunir la classe politique ³⁷.

³¹ Les données dont nous disposons sur la population mère des congressistes confortent la faible représentation féminine : 10 % pour le PADS, 15 % pour ATTAC et pour le PJD, 29 % pour l'USFP.

³² En 2008, 79 % des congressistes de l'USFP et 61 % de ceux du PJD ont 40 ans et plus (données statistiques produites par les deux partis).

³³ Seul le PJD a établi la proportion des cadres moyens et supérieurs pour ses congressistes de 2008 (70 %). Dans notre échantillon, ces catégories sont légèrement surreprésentées pour le PJD (74 %).

³⁴ Les congressistes de notre panel sont employés à 43 % dans le public et le semi-public (32 % dans le privé). En revanche, à l'échelle de la population active marocaine, le taux d'emploi dans le secteur public et semi-public n'est que de 8,7 % en 2011 (Haut Commissariat au Plan, *Activité, emploi et chômage*, Direction de la Statistique, 2012, <http://www.hep.ma/Emploi-par-secteur-d-activite-au-niveau-National_a158.html>). Cependant, une analyse de cohorte devrait montrer que les recompositions du marché de l'emploi marocain se reflètent dans les grandes masses de notre échantillon.

³⁵ Rappelons néanmoins que le monde rural était une chasse gardée de la monarchie sous Hassan II.

³⁶ Yasmine Berriane, *Femmes, associations et politique à Casablanca*, Rabat, Centre Jacques-Berque, 2013 (chap. 4).

³⁷ D'après l'article 26 de la loi organique relative aux partis politiques, « Tout parti politique œuvre à élargir et généraliser la participation des femmes et des jeunes dans le développement politique du pays ».

Tableau 1. Répartition des congressistes (données de l'enquête 2008-2012) et de la population globale (Recensement général 2004)³⁸, âgés de 20 ans et plus, selon l'âge³⁹, le sexe, le milieu de résidence, le niveau d'éducation, et la profession et la catégorie socioprofessionnelle (% en colonne⁴⁰)

	Congressistes 2008-2012	Recensement général 2004
20-30 ans	13	18
30-39	22	14
40-49	29	11
50-59	22	7
60 ans et plus	6	8
Femmes	14	51
Hommes	83	49
Citadins	77	58
Ruraux	17	42
Diplômés du supérieur	65	4
Cadres, professions libérales	56	9

Au deuxième regard, le microcosme partisan semble structuré par une ligne de partage entre deux univers : d'une part, les très diplômés, les « gens du public »⁴¹, plutôt citadins et en affinité avec les organisations de gauche radicale et les islamistes ; d'autre part, les peu ou pas scolarisés, les « gens du privé », davantage associés au monde rural et aux partis de notables. Cette opposition idéal-typique s'affine à la lecture des axes 1 et 2 de la carte factorielle « études-emploi »⁴² (annexe 2) et des classes qui en découlent (tableau 2).

³⁸ Pour comparer notre échantillon avec les données du recensement général, nous avons exclu les 18-19 ans de notre panel (1 %) et les moins de 20 ans des données du recensement (Haut Commissariat au Plan, *Recensement général de la population et de l'habitat 2004. op. cit.*).

³⁹ L'âge des répondants est rapporté à l'année 2010.

⁴⁰ Dans l'ensemble des tris simples présentés dans cet article, les pourcentages sont arrondis, les sans réponses et les modalités « autres » non indiquées.

⁴¹ Sur le caractère polarisant des secteurs d'emploi, voir notamment François de Singly, Claude Thélot, *Gens du public, gens du privé. La grande différence*, Paris, Dunod, 1988 ; Florence Haegel, *Les droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

⁴² Le parti des répondants, le niveau d'études, les langues étrangères maîtrisées, le secteur d'activité (administration publique, entreprises publiques et semi-publiques, privé, permanent, membre des corps législatifs) et la catégorie socioprofessionnelle sont en variables actives, avec une taille proportionnelle à la contribution au plan factoriel. Les classes sont projetées avec une taille proportionnelle au poids.

Tableau 2. Répartition des congressistes selon les classes « études-emploi » (EE) et par organisations (% en colonne) – Données de l'enquête 2008-2012⁴³

	Annahj	ATTAC	Istiqlal	MP	PADS	PAM	PJD	PPS	PSU	USFP	Total
EE1	10	8	20	13	13	16	41	27	24	43	26
EE2	48	21	30	20	49	22	36	24	48	28	31
EE3	3	10	9	17	4	22	7	11	8	5	10
EE4	11	13	26	36	12	24	7	23	11	8	18
EE5	2	0	6	4	3	3	3	4	0	9	4
EE6	26	48	10	10	19	13	6	11	10	7	11

Le premier facteur oppose, à tout le reste, les « sans réponses »⁴⁴ (classe 5 – EE5) et les jeunes en cours d'études ou diplômés en quête d'un emploi (classe 6 – EE6), situés au sud-est. Cette dernière classe est à proximité d'ATTAC et, dans une moindre mesure, avec l'extrême gauche (Annahj) et la gauche radicale (PADS). Du nord-est au sud-ouest, le deuxième facteur oppose deux pôles, avec une gradation des niveaux d'études sous forme de continuum⁴⁵.

Autour du secteur privé, le premier pôle se rapproche des partis de notables (ou en cours de notabilisation) et se compose de deux noyaux. La classe 4 (EE4) est en correspondance avec des capitaux scolaires très faibles, avec les catégories des ouvriers-artisans, des petits et moyens exploitants agricoles⁴⁶, mais aussi avec l'informel et la précarité ; elle est proche du MP (l'Istiqlal, le PAM et le PPS y sont également surreprésentés). La classe 3 (EE3) entre en résonance avec les entrepreneurs, les grands exploitants agricoles, l'entreprise familiale ; elle est associée avec le PAM (mais aussi avec le MP).

Autour du secteur public, le deuxième pôle est à proximité de la gauche et des islamistes ; il laisse transparaître deux types de profils. La classe 1 (EE1) se

⁴³ Nous avons surligné en jaune foncé les pourcentages très supérieurs à la moyenne globale de la population enquêtée et en jaune clair les chiffres relativement supérieurs.

⁴⁴ La question des sans réponses mérite un traitement à part entière dans des publications à venir.

⁴⁵ Les contrastes fins au sein de chaque pôle sont encore plus saillants dans la structuration des axes 2 et 3. Nous privilégions la description des classes qui synthétisent l'ensemble des associations les plus significatives.

⁴⁶ Au sein de notre échantillon, les agriculteurs représentent 9 % (en 2004, 32,1 % de la population active est employée dans l'agriculture selon le recensement général, p. 36). D'après les données sur la population mère des congressistes de l'USFP en 2008, 6 % sont des agriculteurs (nous retrouvons la même proportion dans notre propre échantillon). Cette catégorie n'est pas évoquée dans les données récoltées par le PJD sur la population mère des congressistes de 2008, mais ils représentent 2 % dans notre échantillon.

caractérisée par une surreprésentation de ceux qui ont fait des études supérieures de plus de 3 ans, pour une infime partie à l'étranger, des familiers des langues étrangères, des cadres supérieurs, des enseignants du supérieur, des professions libérales ; elle est en correspondance avec l'ex-gauche gouvernementale, l'USFP, et avec les islamistes du PJD. La classe 2 (EE2) regroupe de manière privilégiée ceux qui ont fait des études supérieures de 2 à 3 ans, les cadres moyens, les enseignants du primaire, les permanents ; elle est proche de la gauche radicale (PSU, PADS) et de l'extrême gauche (Annahj).

La description des propriétés socio-démographiques en affinité avec les classes « études-emploi » complète cet éclairage (tableau 3). Le pôle rural (EE4 et dans une moindre mesure EE3) est marqué par une prédominance masculine encore plus exacerbée, avec une surreprésentation des plus âgés (EE4) et de la tranche des 30-39 ans (EE3). Ses profils-types se caractérisent par une stabilité sur le plan des trajectoires professionnelles intergénérationnelles⁴⁷, combinée ou non à des situations de déclassement. Le pôle citadin (EE1, EE2, EE6) comporte deux types de profils socio-démographiques : d'une part, les moins de 30 ans, associés à une plus forte présence féminine et à des trajectoires résidentielles⁴⁸ marquées par la stabilité urbaine (EE6) ; d'autre part, les quadragénaires et les quinquagénaires dont la trajectoire se distingue, sur le plan résidentiel, soit par la stabilité dans l'urbain (EE1) soit par l'exode rural (EE1, EE2) et, sur le plan professionnel, par une mobilité sociale ascendante (EE1, EE2) articulée ou non à des situations de déclassement (EE2). Concernant les tranches d'âge en affinité avec les profils des cadres, soulignons que les quadragénaires tendent à être surreprésentés au PJD (40 %), tandis que les quinquagénaires et les plus de 60 ans sont plutôt en correspondance avec l'USFP (45 %).

⁴⁷ Les trajectoires professionnelles intergénérationnelles (TPI) ont été construites sur la base de la comparaison de la profession et de la catégorie socio-professionnelle du répondant et de celle de son père. Dans 30 % des cas, la comparaison n'a pas pu être mise en œuvre ; c'est notamment le cas pour les sans réponses et les jeunes en cours de formation. Nous sommes conscients que la question de la mobilité sociale nécessite des développements ultérieurs plus approfondis au regard de sa complexité même.

⁴⁸ Les trajectoires résidentielles (TR) ont été construites sur la base de la comparaison des lieux de naissance et de résidence du répondant.

Tableau 3. Répartition des congressistes selon le sexe, l'âge, le milieu de résidence, la trajectoire résidentielle (TR), la trajectoire professionnelle intergénérationnelle (TPI) et par classes « études-emploi » (EE), (% en colonne) – Données de l'enquête 2008-2012

	EE1	EE2	EE3	EE4	EE5	EE6	Total
Homme	84	85	89	87	60	69	83
Femme	14	13	10	11	8	28	14
Moins de 30 ans	5	8	14	13	5	59	14
30-39 ans	17	22	31	25	13	20	23
40-49 ans	36	34	30	24	18	12	30
50-59 ans	27	27	16	19	19	2	21
60 ans et plus	8	4	4	12	6	1	6
Urbain	91	82	77	54	39	82	77
Rural	6	15	18	41	11	13	17
TR : stable urbain	61	52	53	36	26	64	52
TR : stable rural	5	13	14	38	9	11	15
TR : rural--> urbain	25	25	19	15	8	14	21
TPI : stabilité	15	12	33	33	7	2	17
TPI : progression	65	53	47	24	5	1	43
TPI : régression	5	14	6	21	2	1	10

La comparaison des trajectoires résidentielles et des trajectoires professionnelles intergénérationnelles d'une organisation à l'autre conforte les tendances relevées (tableau 4). Des partis se caractérisent plutôt par une stabilité résidentielle dans le rural (surtout au MP et à l'Istiqlal) avec une association sur le plan professionnel des situations aussi bien marquées par la stabilité que par le déclassement (notamment dans les partis de notables, le MP, le PAM et l'Istiqlal). D'autres partis se distinguent par des trajectoires de stabilité résidentielle citadine et/ou d'exode rural, et par une mobilité professionnelle ascendante (particulièrement forte au PJD, mais également supérieure à la moyenne à l'USFP et au PSU), caractéristique des premières générations de l'indépendance à avoir bénéficié de la massification de l'éducation. Contrairement à certaines lectures⁴⁹, la mobilité sociale ascendante ne distingue pas les trajectoires de l'ensemble des adhérents partisans. D'après nos hypothèses, elle spécifie davantage les partis de militants et, en leur sein, les quinquagénaires et les quadragénaires « installés » plutôt que les jeunes plus ou

moins déclassés⁵⁰ ; les partis de notables observant une forte cohabitation entre deux types de profils : des élites qui se reproduisent et des « clients » déclassés.

Tableau 4. Répartition des congressistes selon les trajectoires résidentielles (TR), les trajectoires professionnelles intergénérationnelles et par organisation (en %) – Données de l'enquête 2008-2012

	ATTAC	Annahj	PADS	PSU	USFP	PJD	PPS	Istiqlal	MP	PAM	Total
TR : stable urbain	58	50	59	59	56	54	48	52	44	45	52
TR : stable rural	6	10	6	12	11	8	16	21	32	15	15
TR : rural --> urbain	25	25	26	21	20	27	24	15	15	16	21
TPI : stable	10	6	12	15	16	11	18	21	25	22	17
TPI : mobilité ascendante	21	41	43	47	48	56	41	38	37	31	43
TPI : mobilité descendante	11	9	10	11	8	9	10	12	12	13	10

L'analyse sociographique de l'espace partisan marocain apporte plusieurs éclairages. Premier enseignement : tout en étant constitué par une élite, ce microcosme n'en est pas moins travaillé par les dynamiques en œuvre dans la société. En dépit des recompositions de la scène politique marocaine, l'opposition entre partis de notables et partis de militants serait toujours structurante et recouperait de fortes lignes de partage sociodémographiques et socioprofessionnelles. De manière idéal-typique, les partis de notables sont en correspondance avec la ruralité, le secteur privé, de faibles ressources scolaires, la reproduction des positions socioprofessionnelles ou la précarité. Les organisations dites de militants sont plutôt en affinité avec la citoyenneté, le secteur public, de fortes ressources scolaires, avec une tendance à la mobilité résidentielle et à l'ascension sociale sur le plan professionnel. Deuxième leçon : les congressistes du PJD ne sont pas des laissés pour compte et, sur le plan sociographique, l'ex-gauche gouvernementale (l'USFP) est beaucoup plus proche des islamistes du PJD⁵¹ que de la gauche radicale ou de l'extrême gauche. En effet, les cadres supérieurs, les très diplômés, ceux qui ont connu une forte mobilité sociale sont en résonance avec les partis qui ont incarné l'opposition avant de participer au gouvernement, avec un décalage historique de 13 ans, en écho avec l'association de l'USFP aux

⁴⁹ Daniel Boy *et al.*, *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 36.

⁵⁰ Leur profil est très proche de celui des jeunes recrues de 2002 de la LCR (Florence Johshua, « De la LCR au NPA (1966-2009). Sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste », thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2011).

quinquagénaires et aux plus de 60 ans et du PJD aux quadragénaires. En revanche, les cadres moyens – également en affinité avec les quadragénaires et les quinquagénaires – et les jeunes dotés en capitaux scolaires sont plutôt en correspondance avec les organisations en marge de la compétition électorale. Quant à ATTAC, l'association qui aspire à faire de la politique autrement, elle s'associe de manière privilégiée au profil des jeunes diplômés ou en cours d'études. Troisième leçon : certes, des affinités transparaissent entre des tranches d'âge et des organisations politiques, mais à ce stade nous ne pouvons pas affirmer qu'il existe un recoupement net entre une génération politique et une famille idéologique.

L'exploration des positionnements stratégiques et de l'univers normatif des congressistes montre que les oppositions structurantes sur le plan sociographique se traduisent par des rapports différenciés au politique, sans pour autant éclairer les divergences exprimées sur le plan des valeurs politiques et religieuses.

Politique nationale *versus* politique patronnée et localisée

La principale ligne de partage de l'espace des congressistes partisans marocains relève du rapport au politique ; elle oppose l'univers de la politique locale, pragmatique et clientélaire au monde de la politique nationale, structuré par des identités idéologiques. Cette frontière ne départage pas uniquement les organisations politiques entre elles ; elle traverse notamment les partis dont l'image et l'identité se sont recomposées lors de leur passage de l'opposition au gouvernement. Les contrastes seront examinés sous trois angles : le positionnement stratégique des congressistes dans le champ politique ; les motivations et les significations de l'engagement ; les valeurs religieuses.

Un champ d'alliance et d'adversité structuré autour du positionnement à l'égard de la monarchie

La « gauche » et la « droite » sont des notions fortes qui ont tellement voyagé qu'on en arrive à presque à oublier qu'elles s'enracinent dans un univers de sens bien circonstancié. Au Maroc, depuis l'indépendance, les opposants qui se qualifient

⁵¹ Mounia Bennani-Chraïbi, « “Hommes d'affaires” versus “profs de fac” », art. cité.

clairement de « gauche »⁵² ne cessent de chercher leur « droite ». Ils l'associent systématiquement au « traditionalisme », au « conservatisme », etc. Dans un vocabulaire marxiste, plutôt tiers-mondiste, ils y regroupent la bourgeoisie « comprador », asservie au régime et à « l'impérialisme », et surtout les « féodaux » : des élites locales promues par la monarchie pour encadrer et stabiliser le monde rural. Dès que l'islamisme gagne en visibilité, celui-ci est à son tour assimilé à la « droite », voire à « l'extrême droite », par ceux qui se réclament de « gauche » et qui y perçoivent une tentative de la monarchie de les affaiblir. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1990 que des acteurs commencent à se définir « positivement » comme étant de droite, en lien avec l'entrée en politique de l'« entrepreneur », « en tant que figure métaphorique ou archétypale [...] par le travail de dispositifs matériels [...] et idéologiques »⁵³.

Depuis 1998, l'ingénierie électorale et le scrutin de liste à la proportionnelle à un tour ont pris le relais du bourrage des urnes, de manière à ce qu'aucun parti ne puisse emporter une majorité absolue. Nous pouvons formuler l'hypothèse que la succession des gouvernements hétéroclites a dissout la frontière entre un « nous » et un « eux » y compris parmi les adhérents partisans. Dès lors, comment construire des indicateurs permettant aux congressistes de se positionner ? Sur un autre plan, comment amener les répondants à se situer par rapport à des acteurs politiques centraux qui surplombent la scène politique instituée ou, inversement, qui en sont écartés ? Ne pouvant recourir ni à une mesure « classique », à l'instar de l'échelle droite-gauche, ni à une tradition marocaine de sondages politiques, nous nous sommes résolus à « bricoler ». Nous avons notamment posé une question semi-ouverte : « Actuellement, en tant que membre du parti « X », quels sont les organisations et les acteurs que vous considérez comme des alliés potentiels ou comme des adversaires ? »⁵⁴. Les répondants ont eu pour consigne de cocher plusieurs cases dans un tableau comportant 3 modalités – « allié », « adversaire »,

⁵² Voir entre autres le dossier coordonné par : Didier Monciaud, Ilham Khuri-Makdisi (coord.), *Cahiers d'histoire*, « Les gauches en Égypte. 19^e-20^e », 105-106 ; Hamit Bozarслан, « De quoi la révolution est-elle le nom ? Post-scriptum pour poursuivre la réflexion », dans Hamit Bozarслан, Gilles Bataillon, Christophe Jaffrelot, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2011, p. 169-182.

⁵³ Myriam Catusse, *Le temps des entrepreneurs ? Politique et transformations du capitalisme au Maroc*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2008, p. 253. Ces mutations se produisent y compris au sein de la gauche gouvernementale. Voir à ce sujet : Mounia Bennani-Chraïbi, « “Hommes d'affaires” versus “profs de fac” », art. cité.

⁵⁴ Cette question a fait l'objet de légères reformulations.

« ni allié ni adversaire » (« ni ni »), et 16 à 17 variables : des noms d'organisations politiques intégrées ou exclues de la politique instituée, mais aussi des acteurs à l'instar de « l'entourage du roi » et du « roi ».

Le roi et la question sur « les alliés et les adversaires »

La question portant sur « les alliés et les adversaires » est bien la seule à avoir fait l'objet de négociations avec les responsables de certains partis politiques. Les réactions qu'elle a suscitées sont en soi évocatrices. Lorsque je demande au président de la commission chargée de l'organisation du congrès de 2008 de l'USFP, le premier parti sondé, de me faire part de ses réactions au sujet du questionnaire, cet ancien journaliste exilé me répond : « je ne vais quand même pas m'ériger en censeur ». Ensuite, quand je sollicite le PJD, son bureau politique autorise l'enquête à l'unanimité (avec un absent) et propose l'insertion du questionnaire dans les valisettes distribuées aux congressistes en posant une seule condition : « enlever le roi du tableau »⁵⁵. Au PPS, l'enquête est également très bien accueillie par la direction qui fait, sans le savoir, la même proposition que le PJD en exigeant cette fois-ci la suppression de deux variables : « le roi » et « l'entourage du roi ». Dans les deux cas, on m'explique que constitutionnellement le roi n'est pas un acteur comme les autres, qu'il est au-dessus de tous et qu'il ne peut donc être considéré ni comme un allié ni comme un adversaire. En outre, en insérant le questionnaire dans les valisettes des congressistes, celui-ci devient un document du congrès, et à ce titre la direction en devient « responsable ». Pour ce qui est du MP, il n'a pas été question d'associer les organisateurs du congrès à la distribution des questionnaires, mais mes interlocuteurs ont tenu à ce que « le roi » disparaisse du tableau. Le problème ne s'est posé à aucun moment avec les organisations de la gauche radicale et de l'extrême gauche, même quand elles ont assuré la distribution et la mobilisation des congressistes ; ce qui est d'autant moins surprenant que la plupart d'entre elles ont été sondées entre 2011 et 2012, phase pendant laquelle le tabou du roi était particulièrement transgressé. Contrairement à mes anticipations, mes interlocuteurs au sein de l'Istiqlal et du PAM n'ont pas exprimé de réticences particulières à ce sujet. Dans le premier cas, je n'ai pu arracher l'autorisation et les badges donnant accès à l'espace dans lequel se déroulait le congrès qu'à la dernière minute ; je n'ai donc pas eu l'opportunité de négocier le contenu même du questionnaire. Quant au PAM, son congrès extraordinaire de 2012 visait à donner une nouvelle image du parti, particulièrement conspué par les protestataires du Mouvement du 20 février⁵⁶. En outre, les responsables étaient soucieux de réserver un bon accueil à une enquête qui a été refusée en 2009.

Quelques réactions de congressistes de l'Istiqlal et du PAM sont instructives. Pendant le congrès du parti nationaliste, des répondants ne manquent pas de s'exclamer : « Quelle insolence ! ». Au PAM, l'effet de conjoncture pèse ; un jeune homme exprime son refus de remplir le questionnaire en se justifiant : « Vous voulez prouver les accusations dont nous faisons l'objet, vous voulez montrer chiffres à l'appui que nous sommes favorables au roi et aux amis du roi ». Quatre ans plutôt, c'était un congressiste de l'USFP qui avait proclamé en glissant son questionnaire dans « l'urne » : « J'insère un bulletin blanc en guise de protestation ! Le nom de

⁵⁵ Ils insistent également pour reformuler la question en évoquant l'« entraide » plutôt que l'alliance.

⁵⁶ À ce sujet voir entre autres : Mounia Bennani-Chraïbi, Mohamed Jeggllaly, « La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, 62 (5-6), 2012, p. 867-894.

Himma⁵⁷ ne devrait pas figurer dans ce questionnaire ».

Capter « le bruit » et les « informations anecdotiques » que les « analyses politiques conventionnelles »⁵⁸ tendent à ignorer n'est pas sans intérêt y compris lorsqu'on cherche à constituer une base de données. Il arrive même que les notes consignées sur les carnets de terrain donnent un éclairage précieux pendant la phase d'interprétation des données statistiques.

À l'examen de la carte factorielle « alliés-adversaires »⁵⁹ (annexes 3 et 4) et des classes qui en découlent, les contrastes idéal-typiques structurants sont à deux niveaux.

D'est en ouest, les deux premiers axes de la carte opposent nettement les « sans réponses » (classe 6 – AA6) à l'ensemble des modalités positives qui désignent des acteurs comme « alliés », « adversaires », « ni alliés ni adversaires » : d'une extrémité à l'autre se dessine un continuum entre le MP, d'une part, le PSU (gauche radicale) et ATTAC, d'autre part (annexe 3). À partir de là, nous sommes tentés de formuler une première hypothèse : la principale ligne de partage au sein de la population des congressistes partisans marocains relève du rapport au politique ; elle distingue ceux qui repèrent leurs alliés et leurs adversaires en se projetant à l'échelle de la politique nationale et ceux qui ont du mal à se positionner à cette échelle ou qui ne souhaitent pas le faire. D'après notre seconde hypothèse, la superposition de cette carte avec celle qui synthétise les données socio-éducatives et socioprofessionnelles permettrait de distinguer deux pôles : l'univers de la politique locale, pragmatique et clientélaire en association avec les partis de notables, les gens du privé, les faibles ressources scolaires et la ruralité ; le monde de la politique nationale, structuré par des identités idéologiques de gauche et islamistes, selon des logiques de compétence, en affinité avec les cadres du secteur public, les jeunes dotés en capitaux scolaires, la citoyenneté. Cela irait dans le sens des contrastes observés dans l'histoire électorale marocaine entre les mobilisations électorales, imprégnées par le registre local, particulier et patronné, qui s'appuient sur des capitaux sociaux et individuels propres et celles qui reposent plutôt sur des capitaux

⁵⁷ Nom de « l'ami du roi » qui a cofondé le PAM. Concernant les congrès couverts au début de l'été 2008, le tableau comportait la modalité « Mouvement pour tous les démocrates (Himma) » ; il s'agit de l'association qui a servi de berceau au PAM.

⁵⁸ Javier Auyero, Lauren Joseph, « Introduction : Politics Under the Ethnographic Microscope », dans Lauren Joseph, Matthew Mahle, Javier Auyero (eds), *New Perspectives in Political Ethnography*, New York, Springer, 2007, p. 1-13, dont p. 3 et 5.

⁵⁹ Les positionnements stratégiques sont en variables actives, avec une taille proportionnelle à la contribution au plan factoriel. Les partis et les classes sont projetés, avec une taille proportionnelle au

partisans collectifs et qui s'inscrivent dans un répertoire national et modulaire ⁶⁰.

Tableau 5. Répartition des congressistes selon les classes « alliés-adversaires » (AA) et par organisations (% en colonne) – Données de l'enquête 2008-2012

	Annahj	ATTAC	Istiqlal	MP	PADS	PAM	PJD	PPS	PSU	USFP	Total
AA1 Polarisation : gauche radicale, extrême gauche	68	77	0	1	71	4	0	1	82	31	19
AA2 Polarisation relative : Mouvement national	0	0	1	0	1	2	0	62	1	25	12
AA3 Deux réponses et plus	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0	1
AA4 « Ni alliés ni adversaires »	9	10	36	25	5	27	10	10	4	16	18
AA5 Polarisation contre la gauche	0	0	26	29	0	29	56	0	0	3	21
AA6 Sans réponse	23	13	37	44	23	38	33	26	12	25	30

Ce n'est qu'au deuxième et au troisième axe qu'un continuum idéologique se dessine entre deux pôles frontalement opposés (annexe 4, tableau 5) ; l'attitude à l'égard du roi et de son entourage étant au cœur de la structuration des configurations d'alliance et d'adversité. À l'ouest, la gauche radicale et l'extrême gauche sont en association avec les modalités désignant comme adversaires le roi et son entourage, les partis de notables, des organisations à l'instar d'Al Adl Wal Ihsane ⁶¹, des Salafistes ⁶², et comme alliés des partis de gauche (classe 1 – AA1). À l'est, sous forme de miroir inversé, le pôle en affinité avec le PJD, le MP, le PAM et l'Istiqlal est en correspondance avec une configuration d'adversaires, principalement de gauche et d'extrême gauche, et d'alliés tels que le roi et son « entourage », les partis de notables et/ou d'autres organisations islamistes (classe 5 – AA5). À proximité de l'Istiqlal, du PAM et du MP se trouve également la classe des « ni alliés ni adversaires » (classe 4 – AA4). Entre deux, un pôle en résonance avec le PPS (AA2)

poids.

⁶⁰ Mounia Bennani-Chraïbi, « Mobilisations électorales à Derb Soltan et à Hay Hassani (Casablanca) », dans Mounia Bennani-Chraïbi, M. Catusse, J.-C. Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc*, op. cit., p. 105-162, dont p. 123 et suiv.

⁶¹ L'une des principales organisations islamistes marocaines, dont la gestation a commencé au milieu des années 1970. Elle se distingue par sa non-reconnaissance du statut de commandeur des croyants au roi et par l'importance qu'elle accorde à l'éducation spirituelle.

⁶² Groupes aspirant à renouer avec la pureté de l'islam des origines, qui ont fait l'objet d'une répression massive suite aux attentats de Casablanca de mai 2003.

laisse transparaître un champ d’alliance englobant la gauche radicale, la gauche gouvernementale et l’Istiqlal, autrement dit tous les partis qui ont une filiation avec le Mouvement national ; la configuration de l’adversité est beaucoup plus hésitante et la modalité « ni allié ni adversaire » assez présente. Enfin, dans les deuxième et troisième axes, les « sans réponses » se repositionnent au centre, ce qui invite à examiner de plus près la répartition des répondants selon les positionnements stratégiques et les profils socio-éducatifs et socio-professionnels (tableau 6).

Tableau 6. Répartition des congressistes selon les classes « alliés-adversaires » et « études-emploi », (% en colonne arrondis) – Données de l’enquête 2008-2012

	EE1	EE2	EE3	EE4	EE5	EE6	Total
AA1 Polarisation : gauche radicale, extrême gauche	17	26	12	11	10	25	19
AA2 Polarisation relative : Mouvement national	19	10	13	9	9	11	12
AA5 Polarisation contre la gauche	25	22	23	17	7	16	21
<i>Sous-total polarisation</i>	<i>61</i>	<i>58</i>	<i>48</i>	<i>37</i>	<i>26</i>	<i>52</i>	<i>52</i>
AA3 Deux réponses et plus	1	1	1	0	1	0	1
AA4 « Ni allié ni adversaire »	14	15	24	27	8	16	18
AA6 Sans réponse	25	27	28	36	65	31	30

Agrégées, les classes polarisées et idéologisées sont effectivement en correspondance avec les profils des urbains, diplômés, le secteur public, les cadres supérieurs (EE1) et moyens (EE2), toutes organisations confondues. En revanche, les « sans réponses » sont davantage en affinité avec la classe « études-emploi » des « sans réponses » (EE5), avec les ouvriers-artisans, les petits et moyens agriculteurs, les actifs précaires (EE4), et dans une moindre mesure les jeunes dotés en capitaux scolaires (EE6) ; elles s’associent avec prédilection aux partis de notables : le MP, le PAM, l’Istiqlal (tableau 5). Dans ces cas-là, les « sans réponses » seraient un indicateur de distance à l’égard des repérages « idéologiques » de la politique nationale⁶³. Cependant, la légère surreprésentation du PJD dans la classe AA6 signale que les « sans réponses » peuvent être aussi un signe de sophistication prudente ou dédaigneuse (encadré infra). En ce qui concerne les répondants du parti islamiste, cela traduirait une attitude observée pendant nos enquêtes antérieures : l’affirmation d’une discipline qui consiste à se plier aux décisions prises collectivement et/ou par

⁶³ Les « sans réponses » ont fait l’objet d’un débat dans la littérature. On se contentera de renvoyer à un classique : Guy Michelat, Michel Simon « Les “sans réponses” aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps », *L’année sociologique*, 32, 1982, p. 81-114.

la hiérarchie, la mise en avant de l'ouverture et de la bonne volonté d'un nouvel entrant dans la scène politique instituée, qui aspire à rassurer les autres acteurs.

Quant à la classe des « ni ni » (AA4), elle tend également à exprimer de la distance à l'égard des repérages de la politique nationale. Elle s'associe, d'une part, aux partis de notables, l'Istiqlal, le PAM et le MP (tableau 5) et, d'autre part, aux classes « études emplois » en résonance avec le secteur privé, les faibles capitaux scolaires, les positions socioprofessionnelles au bas de l'échelle (EE4) ou l'univers de l'entreprise et des grands agriculteurs (EE3). Une telle hypothèse est confortée par le fait que la classe AA4 concentre par ailleurs des réponses désignant comme alliés des acteurs dont la notoriété est établie, à l'instar du roi et du PJD.

« Sans réponse », « ni alliés ni adversaires », « deux réponses et plus »⁶⁴

Pendant l'administration des questionnaires, certains commencent par prendre connaissance de l'ensemble des acteurs et des organisations qui figurent dans le tableau, puis dictent leurs choix d'affiliée. D'autres expriment des hésitations, interrogent l'enquêtrice ou la personne qui les accompagne au sujet du symbole associé au parti. Lorsqu'un répondant dit clairement qu'il ne connaît pas une organisation, il choisit soit de cocher la case « ni ni », soit de ne rien indiquer. Pendant le congrès de l'Istiqlal, j'ai constaté que certains préfèrent masquer leur ignorance en privilégiant le « ni ni », tandis que d'autres effectuent toute une gymnastique pour traduire les dissonances qu'ils perçoivent entre les alliances de leur parti à l'échelle nationale et les arrangements électoraux locaux qu'ils concoctent à chaque échéance.

La classe des « deux réponses et plus » traduit différents rapports au politique. Un jeune commerçant, entraîné au PPS par son cousin maternel, exprime des opinions tranchées contre la répression des diplômés-chômeurs et des journalistes, contre les atteintes aux libertés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. À la question relative au sens qu'il accorde à son appartenance au PPS, il répond : « rien du tout, rien ne change ». Ensuite, il enchaîne avec la question sur les « alliés-adversaires » et trace minutieusement des croix dans tous les petits carrés du tableau ; il figure ainsi dans la microclasse AA3. Un professeur universitaire quadragénaire du même parti se retrouve aussi dans cette classe. Ce fils de petit agriculteur explique son engagement par son aspiration à défendre les catégories populaires. Après ratures et corrections, il construit quatre positions (au lieu des trois proposées) : une réponse pour les alliés (partis issus du Mouvement national) ou adversaires (les islamistes exclus de la scène politique instituée notamment) ; deux réponses pour des positions intermédiaires d'alliance (l'extrême gauche) ou d'adversité (les partis administratifs et le PJD) combinées avec la modalité « ni ni ».

La sophistication se traduit même dans l'usage des « sans réponses ». Pendant le congrès de l'USFP de 2008, un avocat sexagénaire se livre à des calculs à voix haute. Il désigne des adversaires « indiscutables » (les islamistes et les partis

⁶⁴ La micro classe AA3 (0,51 %) s'associe aux cas où une même variable a fait l'objet de deux réponses ou plus. Relativement transpartisane, elle se retrouve dans différentes classes « études-emploi » et semble traduire notamment l'hésitation ou la nuance.

« administratifs »), distingue les « vrais » alliés de la gauche, qui ne font pas partie de la coalition gouvernementale de 2007-2011, des alliés de circonstance qui y figurent (« ni ni »). Il refuse de « faire l'honneur » d'une croix à de petits partis : « ceux-là ne méritent pas d'apparaître dans le résultat final ».

Ces résultats donnent à voir les différentes formes de politisation en œuvre en contexte autoritaire. Bien plus, ils montrent qu'il serait hâtif d'opposer des professionnels « politisés » et des citoyens ordinaires « dépolitisés » : des rapports différenciés au politique coexistent au sein du microcosme partisan, voire à l'intérieur d'une même organisation ; la désaffection à l'égard de la scène partisane et de la politique nationale s'exprime y compris parmi les délégués nationaux des partis sondés. En effet, la principale ligne de partage au sein de la population des congressistes partisans marocains n'est pas d'ordre idéologique, mais relève du rapport au politique : d'une part, une politique pragmatique, localisée, enserrée dans les réseaux de proximité et de clientèle et qui s'étend au-delà du monde rural, d'autre part, une politique nationale, structurée par des identités politiques, qui semblent résister aux recompositions récentes. La polarisation idéologique ne surgit qu'au second plan, au cœur de l'univers des quadragénaires et des quinquagénaires citadins, des cadres diplômés en affinité avec le secteur public, de même qu'avec une partie des jeunes dotés en capitaux scolaires. Elle se structure autour du positionnement à l'égard de la monarchie, ce qui soulève un paradoxe : l'accès à la scène politique instituée demeure conditionné par la renonciation à toute posture d'opposition frontale au roi ; néanmoins, des poches de résistance à la monarchie survivent même dans des partis dont les directions ont à maintes reprises mis en scène leur réconciliation avec la royauté⁶⁵. L'exploration des motivations et des significations de l'engagement mises en avant par les congressistes permettent d'approfondir ces résultats.

Les conceptions de l'adhésion partisane : entre pragmatisme et proclamations éthiques

Pour nous saisir des valeurs sociales et politiques des congressistes, nous avons notamment posé deux questions ouvertes : « Qu'est-ce qui vous a conduit à

⁶⁵ Dans notre échantillon, un répondant de l'USFP sur cinq exprime une position d'adversité au roi en 2008. L'effet de conjoncture (2011-2012) n'a fait qu'exacerber une tendance antimonarchiste déjà perceptible dans les traitements de la première partie de l'enquête (six congrès couverts entre 2008 et

devenir membre du parti/de l'organisation « x » ? » (au début du questionnaire) ; « Aujourd'hui qu'est-ce que cela signifie pour vous que d'être membre du parti/de l'organisation « x » ? » (au milieu du questionnaire). Refusant de privilégier une acception restrictive de la politisation ⁶⁶, centrée sur le rapport à la politique instituée et sur les logiques de compétence, nous avons choisi des formulations en arabe susceptibles de favoriser aussi bien la « montée en généralité » que la narration des circonstances concrètes et biographiques de l'adhésion ⁶⁷. Le codage très fin des réponses ⁶⁸ fait ressortir des modalités d'entrée dans l'organisation, des représentations de ce que signifie être et agir dans une organisation politique, des conceptions de cette organisation, des référentiels, des valeurs et des objectifs, des cibles et des échelles de l'action, des perceptions de la relation aux citoyens, des gratifications matérielles et immatérielles (tableau 7). Des tris simples et des classifications automatisées se dégagent trois pôles idéaux-typiques : politique locale pragmatique et clientélaire ; politique nationale structurée par des identités politiques (nationaliste, islamiste, de gauche) ; politique autrement (ATTAC). Signalons toutefois que des partis sont en très forte tension entre les deux premiers pôles (Istiqlal, PPS).

Tableau 7. Présentation idéal-typique des motivations et des significations de l'engagement énoncées par les répondants – Données de l'enquête 2008-2012

	Politique locale, pragmatique, clientélaire ← → Politique nationale, structurée par des identités politiques					Politique autrement
	MP	PAM	Nationaliste	Islamiste	Gauche	
Organisations en affinité			Istiqlal	PJD	Extrême gauche, gauche radicale	ATTAC
Modalités d'entrée au parti	Affiliation familiale, relations interpersonnelles locales	Relations interpersonnelles locales	Affiliation familiale, relations interpersonnelles locales	----	Exposition à un contexte, à des cadres politisants	Exposition à un contexte, à des cadres politisants
Être et agir	Se présenter aux élections, réaliser son ambition	Se présenter aux élections, se former, réaliser son ambition	Être un citoyen actif, un patriote. Se présenter aux élections,	Être un citoyen actif, vertueux, exemplaire, réaliser les	Être engagé, militant, exemplaire, fidèle à soi,	Être engagé, militant, exemplaire, se former, réaliser

2010).

⁶⁶ Pour une restitution du débat autour de ce concept, voir entre autres : Michel Offerlé, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, 19^e-20^e siècles », *Genèses*, 2 (67), 2007, p. 131-149, (2), 3 (68), 2007, p. 145-160 ; Myriam Aït-Aoudia *et al.*, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, 50 (1), 2011, p. 9-20.

⁶⁷ Camille Hamidi, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 56 (1), 2006, p. 5-25.

⁶⁸ Près de 90 codes ont été produits.

	politique	politique	réaliser son ambition politique	objectifs du parti	réaliser les objectifs du parti	les objectifs de l'organisation
Caractéristiques et conceptions du parti	Grand parti historique	Parti jeune et dynamique	Grand parti historique, modéré, dynamique	Parti vertueux, crédible, modéré, dynamique Qualités des membres et des dirigeants, démocratie interne	Parti militant, contestataire (sacrifices)	Organisation militante, contestataire
Référentiel	---	--- (Moderniste)	---	Islamique	De gauche, moderniste, progressiste	Altermondialiste
Valeurs et objectifs	Pour le rural, l'amazighité, les fondements du régime	(Pour la moralisation de la politique)	Pour la nation, l'identité, les fondements du régime	Pour la moralisation de la politique, l'identité, le changement, le développement Contre la corruption	Pour l'égalité, la liberté, la justice sociale, la démocratie Contre l'injustice, le despotisme, la corruption	Pour l'égalité et justice sociale Contre les méfaits de la mondialisation, l'injustice et le despotisme
Cibles et échelles de l'action	Région, localité Toutes les catégories sociales	Région, localité Toutes les catégories sociales	Patrie Toutes les catégories sociales	Patrie	Catégories populaires	Par-delà les frontières Catégories populaires
Relation aux citoyens	Médiation	Médiation	Médiation	---	Représentation	Sensibilisation
Gratifications	Particularistes et immatérielles	Particularistes et immatérielles	Particularistes et immatérielles	Immatérielles	Immatérielles	Immatérielles

Le pôle « pragmatique et clientéaire » se caractérise par une très faible évocation de valeurs et d'identifications politiques au profit de la mise en avant du biographique et du particulier : référence aux affiliations familiales et aux relations interpersonnelles locales ; affichage de la volonté de « s'affirmer », de « se former », de « réaliser son ambition politique », de participer aux élections. La notoriété du parti ne laisse pas indifférent que celui-ci soit « grand et ancien » (MP) ou « jeune et dynamique » (PAM). Par ailleurs, lors des entretiens, des élus ruraux proclament leur nette préférence pour des partis gouvernementaux, susceptibles de rapprocher leur région de la capitale. Lorsque des valeurs et des objectifs sont énoncés, il s'agit de défendre le rural et l'amazighité (MP), voire les « fondements du régime : Dieu, la Patrie, le Roi » (MP, Istiqlal). À l'échelle de la localité, les répondants s'attribuent un rôle de médiation entre les autorités et la population. Si certains expriment leur fierté d'appartenir au parti, d'autres formulent des attentes particulières : ils espèrent de l'argent et surtout un emploi, régler un problème précis, avoir accès à un financement pour leur association, bénéficier d'un « parapluie politique », de protecteurs contre

les autorités locales, de relations en haut lieu, etc.

Invité à remplir un questionnaire, un congressiste du PAM m'interpelle : « Vous faites une enquête sur les partis ! Franchement, vous croyez vraiment qu'il existe des partis au Maroc !? ». Plus tard, cet élu local, un notaire quadragénaire originaire d'une petite ville de province, me relate son passé d'étudiant « gauchiste » à Marrakech, puis son investissement dans la vie associative sportive locale. « Injustement » bloqué dans ses activités par le président de sa commune, il le défie et se lance dans la course électorale pour lui barrer le passage. D'après lui, c'est grâce à sa réputation d'homme de bien et à sa générosité au quotidien qu'il parvient à mobiliser les voix. Selon ses conceptions, un parti « ce n'est qu'une étiquette pour se présenter aux élections et construire des alliances ». Aussi change-t-il d'« étiquette » sans état d'âme, selon les opportunités du moment. Avec humour et fierté, il raconte que lorsqu'il a informé son épouse qu'il se rendait au congrès du « tracteur » (symbole électoral du PAM), elle lui a fait remarquer qu'à force de changer d'« étiquette », il allait perturber « les enfants du quartier » (*wlad ad-derb*). Il lui aurait répondu : « Mes supporters votent pour moi et non pour un parti. [...] Ces partis ne m'apportent rien, c'est moi qui leur apporte des voix. [...] Hier, j'étais avec la colombe, aujourd'hui je suis avec le tracteur et, demain, pourquoi pas avec la pomme ou même avec la banane ⁶⁹. »

Les pôles « politique nationale » (islamiste, de gauche et dans une moindre mesure nationaliste) et « politique autrement » (ATTAC) tendent à privilégier l'énonciation de valeurs altruistes, d'une identité politique et d'objectifs sur la base d'une montée en généralité transcendant le biographique et le particulier. En effet, l'invocation du « référentiel » ou de « l'orientation idéologique » est insistante : islamique pour le PJD ; moderniste, progressiste et surtout « de gauche » pour Annahj, le PADS, le PPS, le PSU, l'USFP avec des variations (marxiste-léniniste, socialisme, sociale démocratie, etc.) ; altermondialiste pour ATTAC. L'affirmation de valeurs et de causes est tout aussi récurrente. Si la lutte contre la corruption s'érige comme une cause commune à la gauche et aux islamistes, du côté du PJD, la visée est réformiste, le but étant de moraliser la politique ; tandis que pour la gauche (et pour ATTAC), l'enjeu est la lutte contre le despotisme et l'injustice, pour la démocratie, l'égalité, la liberté et la justice sociale. Les uns aspirent à « représenter » les citoyens (à gauche), tandis que d'autres mettent l'accent sur leur « sensibilisation » (à ATTAC). Formuler le souhait de servir le pays ou l'intérêt général est relativement transpartisan, seule ATTAC privilégie une échelle d'action par-delà les frontières nationales ; mais, à l'instar de la gauche, la défense des

⁶⁹ Pour permettre aux électeurs analphabètes d'identifier les partis, les listes électorales comportent des symboles. La colombe est celui du Rassemblement national des indépendants, un ancien parti administratif. Quant à la pomme et à la banane, elles sont le produit de l'inventivité de notre interlocuteur.

« catégories populaires » y est également évoquée. Sur un autre plan, être membre implique d'être exemplaire – être « patriote » pour les nationalistes, « engagé et militant » pour la gauche et ATTAC, « avoir un grand sens moral » pour les islamistes – de se mobiliser (et même de « se sacrifier ») pour mettre en œuvre les objectifs de l'organisation ; les gratifications énoncées sont avant tout immatérielles. Certains expriment un fort attachement au parti, à l'instar d'un adhérent qui associe l'USFP au « sang qui coule dans [ses] veines ». Bien que quelques qualifications de l'organisation d'appartenance soient relativement proches de celles associées au pôle pragmatique et clientélaire – un grand parti historique (Istiqlal, USFP), dynamique et modéré (Istiqlal, PJD) – d'autres sont plus spécifiques : le parti est vertueux (PJD, PPS), crédible, doté d'une démocratie interne, de dirigeants et de membres de qualité (PJD), ou militant, contestataire (la gauche, ATTAC), avec un passé fait de « sacrifices » (USFP, PADS, Annahj, PPS). Enfin, lorsque les circonstances de l'adhésion sont relatées, la référence est souvent faite à un contexte politique particulier ou à l'exposition à une offre d'engagement au sein de l'université, du lieu de l'activité professionnelle, dans l'univers associatif ou syndical.

En congruence avec les positionnements dans les configurations d'alliance et d'adversité, les motivations et les significations de l'engagement laissent transparaître une polarisation idéologique parmi les congressistes qui s'inscrivent à l'échelle de la politique nationale. Cette polarisation semble sous-tendue par un rapport différencié au religieux.

Le soubassement religieux de la polarisation idéologique

D'après les classiques de la sociologie politique, les valeurs religieuses polarisent les espaces partisans⁷⁰. Quant aux travaux sur le Maroc, ils insistent sur la tension entre un attachement multiforme aux valeurs religieuses et un processus d'individualisation⁷¹. Pour notre part, nous formulons l'hypothèse que le processus d'individualisation façonne – de manière hétérogène – le rapport au sacré aussi bien de ceux qui aspirent à une privatisation du religieux que de ceux qui prônent une

⁷⁰ Voir entre autres : Guy Michelat, Michel Simon, *Classe religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

⁷¹ Voir notamment deux grandes enquêtes : Rahma Bourqia, Mohamed El Ayadi, Mokhtar El Harras, Hassan Rachik, *Les jeunes et les valeurs religieuses*, Casablanca, EDDIF, 2000 ; Mohamed El Ayadi, Hassan Rachik, Mohamed Tozy, *L'islam au quotidien. Enquête sur les valeurs et les pratiques religieuses au Maroc*, Casablanca, Éditions Prologues, 2007.

régulation de la société par les normes religieuses. Parallèlement aux clivages idéologiques, les polarisations en matière religieuse se jouent justement sur les scènes urbaines, avec pour acteurs principaux les plus diplômés : les cadres supérieurs et moyens, les jeunes en cours d'études ou en quête d'un emploi.

Cette recherche ne prétend restituer ni l'éventail ni l'épaisseur des dynamiques en œuvre en matière de valeurs religieuses, aussi avons-nous privilégié quelques questions sur la base d'enquêtes approfondies menées antérieurement. Suite à une exploration des liens entre les variables normatives (pratique religieuse, port du voile par la répondante ou par l'épouse du répondant, opinion à propos du port du voile, opinion sur l'homosexualité ⁷²), la construction d'un indice synthétique a permis de mesurer le degré d'adhésion aux valeurs religieuses « conventionnelles » ⁷³ ou d'autonomie par rapport à ces mêmes valeurs. Nous sommes conscients qu'une partie des réponses aux questions posées reflète avant tout l'image que les répondants souhaitent donner de leur organisation. De plus, quelques échanges montrent à quel point ces questions peuvent faire l'objet d'interprétations et de présentations de soi différentes. La signification même à accorder à un mot comme « *hijab* » ⁷⁴ suscite les interrogations : « Est-ce que le fichu traditionnel peut être considéré comme tel ? », « qu'en est-il du voile intégral » ? Ce sont là autant de biais à prendre en compte au cours des prochaines enquêtes de ce type. Néanmoins, ces limites ne semblent pas totalement invalider nos résultats.

Quelques réactions face à la question relative à l'homosexualité

Cette question n'a pas suscité de remarques particulières ni dans les organisations de gauche ni parmi les congressistes du PJD. En revanche, pendant les congrès de l'Istiqlal et du MP, des répondants ont exprimé leurs réticences et leur ahurissement, allant jusqu'à remettre en cause le caractère « universitaire » de l'enquête ou la « moralité » de l'enseignante qui la dirige. Une anecdote est particulièrement évocatrice : un élu rural quadragénaire du MP, habillé en costume et cravate (à l'inverse de nombreux congressistes ruraux du MP qui privilégient le port

⁷² Nous avons proposé deux modalités (l'homosexualité comme une « affaire privée » ou comme une « pratique contraire aux bonnes mœurs et interdite par la loi ») en nous basant sur la lecture des débats houleux suscités par l'« Affaire de Ksar El Kebir ». Pour rappel, suite à des rumeurs rapportées par la presse au sujet d'un prétendu « mariage gay » en novembre 2007 dans cette ville du Nord, des manifestations contre l'homosexualité se sont produites et six hommes ont été condamnés à des peines de prison. A cette occasion, le PJD s'est érigé en défenseur des « valeurs morales du pays ».

⁷³ Précisions que nous sommes conscients que les valeurs religieuses relèvent avant tout d'une pragmatique par rapport à des repères « conventionnels » (Voir à ce sujet : Jean-Noël Ferrié, *La religion de la vie quotidienne. Rites, règles et routine chez les Marocains musulmans*, Paris, Karthala, 2004) et que le caractère « prescrit » ou « conventionnel » fait l'objet de luttes circonstanciées dans le temps et dans le lieu.

⁷⁴ Sur les réifications dont le voile fait l'objet voir : Fariba Adelhah, « Islamophobie et malaise dans l'anthropologie. Être ou ne pas être voilée en Iran », *Politix*, 4 (80), 2007, p. 179-196.

de vêtements affichant leurs particularismes locaux), s'est d'abord montré très honoré qu'une professeure marocaine d'une université étrangère lui administre elle-même le questionnaire. Dès que la question relative à l'homosexualité lui est posée, il se lève brusquement et met fin à l'échange. La violence symbolique provoquée par une telle question est sans doute reliée à l'effet de surprise et exacerbée par le fait que ce soit une femme qui demande à un homme son opinion sur une pratique sexuelle, qui plus est taboue.

À l'échelle de notre échantillon, l'adhésion aux valeurs religieuses est prédominante (65 %). Toutefois, les positions normatives qui s'écartent de l'ordre du conventionnel – la forte autonomie (17 % de l'échantillon) ou la forte adhésion (22 %) – tendent à caractériser les hommes, les citadins, les plus diplômés et les cadres (classes « études-emploi » EE1 et EE2) plutôt que les femmes, les ruraux, les gens du privé (EE4, EE3).

Tableau 8. Répartition des congressistes selon le sexe, le milieu de résidence, les classes « études-emploi » et selon l'indice d'adhésion aux valeurs religieuses (% en colonne) – Données de l'enquête 2008-2012

	Forté autonomie	Autonomie relative	Adhésion « conventionnelle »	Forté adhésion	Total
Homme	87	86	80	87	83
Femme	12	11	17	13	14
Urbain	85	81	74	81	77
Rural	9	14	23	17	17
EE1	30	26	21	33	26
EE2	35	31	27	39	31
EE3	8	12	11	9	10
EE4	9	15	25	13	18
EE5	3	3	3	1	4
EE6	15	13	12	5	11

Au niveau des organisations, un continuum structure l'opposition entre un pôle caractérisé par une forte autonomie à l'égard des valeurs religieuses, autour d'ATTAC et de l'extrême gauche (Annahj), et un pôle imprégné par une forte adhésion à ces mêmes valeurs, autour des islamistes du PJD ; le pic de l'adhésion « conventionnelle » étant atteint par le MP, le parti de notables, en affinité avec le rural (tableau 9).

Tableau 9. Répartition des congressistes selon l'indice d'adhésion aux valeurs religieuses et par organisations (% en colonne) – Données de l'enquête 2008-2012

	ATTAC	Annahj	PADS	PSU	USFP	PPS	PAM	MP	Istiqlal	PJD	Total
Forte autonomie	76	76	52	50	27	17	7	2	2		17
Autonomie relative	13	17	23	26	24	20	17	8	11	1	15
Adhésion « conventionnelle »	10	5	25	19	43	54	58	70	58	26	43
Forte adhésion	1		1	5	4	8	15	17	24	72	22

Reste à savoir quelles pistes explorer pour interpréter une telle polarisation sur le plan normatif entre l'extrême gauche et la gauche radicale, d'une part, et les islamistes du PJD, d'autre part. Au Maroc, les lectures générationnelles soulignent la spécificité des élites bilingues formées sous le Protectorat, puis à l'aube de l'Indépendance, avant l'élargissement de l'accès à l'enseignement⁷⁵. D'autres rappellent que les politiques d'arabisation, mises en place à la fin des années 1970, qui produisent les premiers bacheliers arabisés en juin 1990⁷⁶, et le remplacement de l'enseignement de philosophie par les études islamiques dès 1981 visent à briser les valeurs de gauche⁷⁷.

Cependant, il serait trop hâtif d'établir des relations de cause à effet entre l'exposition à un type d'enseignement (élitiste et bilingue ou de masse et arabisé), un rapport au religieux et une forme d'adhésion idéologique. La répartition de l'indice d'adhésion aux valeurs religieuses selon l'âge met davantage en évidence les tranches d'âge en affinité avec les organisations sondées qu'un rapport générationnel au religieux (tableau 10).

⁷⁵ À titre d'exemple, le nombre de bacheliers (diplôme de fin d'études secondaires donnant accès aux études supérieures) est multiplié par 48 entre 1955 (164) et 1972 (7899) et par 5 entre 1972 et 1986 (41182). Données des *Annuaire statistiques du Maroc* citées par Mekki Zouaoui, « L'enseignement supérieur depuis l'indépendance. La dégradation de la qualité était-elle inéluctable ? » – Rapport thématique « Système éducatif », *Rapport « 50 ans de développement humain au Maroc et perspectives pour 2025 »*, 2005, p. 159-195, <<http://www.albacharia.ma/xmlui/bitstream/handle/123456789/31446/1231L%27enseignement%20secondaire%20d%C3%A9gradation.pdf?sequence=1>>.

⁷⁶ Gilbert Grandguillaume, « L'arabisation au Maghreb », *Revue d'aménagement linguistique*, 107, 2004, p. 15-40, dont p. 11.

⁷⁷ Driss Bennani, « Azzeddine Laraki. L'arabisation c'est lui », *Tel Quel*, 410, 6-12 février 2010, p. 26-27, dont 27, <http://www.telquel-online.com/archives/410/actu_maroc1_410.shtml>.

Tableau 10. Répartition des congressistes par âge et selon l'indice d'adhésion aux valeurs religieuses (% en colonne) – Données de l'enquête 2008-2012

	Forte autonomie	Autonomie relative	Adhésion « conventionnelle »	Forte adhésion	Total
Moins de 30 ans	20	15	17	4	14
30-39 ans	17	27	23	22	23
<i>Moins de 40 ans</i>	37	42	40	26	37
40-49 ans	26	26	27	40	30
50-59 ans	27	20	20	24	21
60 ans et plus	6	7	7	5	6

Pris en tant qu'ensemble, les « produits » des politiques d'arabisation, ici les moins de 40 ans, tendent à avoir des positionnements proches de l'ordre conventionnel (autonomie relative et adhésion conventionnelle) à l'instar des 60 ans et plus. Quant à la forte adhésion, elle est surreprésentée parmi les quadragénaires (en affinité avec le PJD) et dans une moindre mesure parmi les quinquagénaires. Enfin, la forte autonomie est aussi bien associée aux quinquagénaires (en correspondance avec l'USFP) qu'aux moins de 30 ans (en affinité avec ATTAC).

*

* *

Au final, comment caractériser le personnel partisan au Maroc : un club sélectif coupé du reste de la société, des courtiers en quête de ressources rares, ou un microcosme imprégné par les principaux clivages sociaux ? L'espace partisan marocain, miniaturisé à travers notre échantillon de congressistes de dix organisations politiques, est bien un petit monde dominé par les citadins, les hommes d'âge mûr, les plus dotés scolairement et économiquement ; mais, loin d'être coupé des citoyens ordinaires, il est travaillé par les dynamiques en œuvre dans la société. Irréductible à une clientèle segmentée, il n'en demeure pas moins façonné par une opposition idéal-typique entre partis de notables et partis de militants.

En effet, la plus forte ligne de partage au sein de notre panel n'est pas d'ordre idéologique mais relève du rapport au politique : d'une part, une politique pragmatique, localisée, enserrée dans les réseaux de proximité et de clientèle ; d'autre part, une politique nationale, voire transnationale, construite autour d'identités politiques qui survivent aux recompositions de la scène politique instituée marocaine. Ce contraste se superpose avec d'importantes distinctions sociographiques : d'un côté, les gens du privé avec des profils interdépendants – les

entrepreneurs et les grands agriculteurs *versus* les plus démunis en ressources scolaires et économiques, associés au rural ; de l'autre, les cadres moyens et supérieurs, très diplômés, plutôt employés dans le secteur public, ayant souvent connu une mobilité sociale ascendante, et des jeunes en cours d'études ou des diplômés en quête d'emploi.

Quant à la polarisation d'ordre idéologique, elle tend à se confiner dans l'univers des plus dotés en capitaux scolaires. Opposant les islamistes du PJD aux membres de la gauche radicale et de l'extrême gauche, elle est sous-tendue par les luttes autour de la définition de la place du religieux dans la cité et par un positionnement différencié à l'égard de la monarchie. Bien que l'accès à l'espace partisan légal soit officiellement conditionné par la reconnaissance des « fondements de la nation » – Dieu, la patrie, le roi – ces résultats montrent que la scène partisane marocaine comporte des zones de dissidence plus ou moins dormantes. Au cœur même des ci-devant oppositions qui se sont réconciliées tambour battant avec la royauté, l'adhésion au « modèle » monarchique marocain n'est ni totalement acquise ni irréversible : ce qui se manifeste à travers des résistances individuelles, des crises internes ou encore des jonctions avec l'espace protestataire à l'instar de ce qui s'est produit en 2011 dans le cadre du Mouvement du 20 février.

Resserrer la focale sur le pôle structuré par des identités idéologiques permet justement d'observer des contrastes en affinité avec des stratégies distinctes à l'égard de la scène électorale, tout en confirmant que l'islamisme n'est pas nécessairement le refuge des laissés pour compte. Les profils des cadres supérieurs en mobilité sociale ascendante sont en résonance avec l'ex-gauche gouvernementale (l'USFP) et les islamistes du PJD, deux partis qui ont incarné à des moments différents l'opposition parlementaire avant que leur accès au gouvernement ne soient mis en scène comme un tournant historique. Les cadres moyens et les jeunes diplômés ou en cours d'études sont davantage en correspondance avec les organisations en marge de la compétition électorale, à l'instar de la gauche radicale et de l'extrême gauche. Quant à la politique autrement, elle serait en affinité avec des jeunes pourvus en capitaux scolaires. Pour autant, une clé de lecture générationnelle est loin d'être probante à ce stade.

Reste à souligner à quel point les congressistes partisans sondés ne sont pas « tous pareils » ; leur diversité sur le plan sociographique, au niveau des valeurs, du

rapport au politique et des orientations stratégiques est l'un des principaux enseignements de cette enquête. Derrière le foisonnement et les recompositions, des permanences subsistent : la notabilisation des anciennes oppositions n'empêche ni une partie de leurs membres de s'accrocher à leur passé de rebelles ni l'avènement de nouveaux partis de militants. Et c'est au cœur des organisations qui se sont le plus engagées dans les stratégies participationnistes que les frontières mouvantes entre partis de notables et partis de militants tendent à se brouiller ; appréhension qui se trahissait dès 2008 dans une question que des congressistes du PJD nous ont posé : « pensez-vous que nous risquons de finir comme l'USFP ? »

Au-delà de cette première vue d'ensemble, des analyses de cohorte et des traitements relatifs à la socialisation, aux bassins de recrutement et aux carrières militantes devraient éclairer davantage les ressorts des bifurcations observées sur les plans normatifs et idéologiques, tout en permettant d'examiner en profondeur les recompositions du personnel partisan marocain ⁷⁸.

Mounia Bennani-Chraïbi

Mounia Bennani-Chraïbi est professeure associée en politique comparée et en sociologie des mobilisations en Afrique du Nord et au Moyen-Orient à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne, et membre du CRAPUL (Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne). La liste de ses activités de recherche et de ses publications est disponible sur le site de l'UNIL : <<http://www.unil.ch/unisciences/MouniaBennani-Chraïbi>> (Université de Lausanne, IEPI, Géopolis, 1015 Lausanne, Suisse, <Mounia.Bennani@unil.ch>).

Résumé

Cet article s'interroge sur les caractéristiques du personnel partisan marocain, à partir d'un protocole d'enquête inédit et d'une base de données sur 4 127 congressistes de dix organisations politiques marocaines, sondées entre 2008 et 2012.

⁷⁸ Toute ma gratitude va aux congressistes et à ceux ont assumé le rôle d'« alliés » au sein des organisations enquêtées. Je tiens par ailleurs à remercier pour leur soutien et pour leurs conseils précieux à un moment ou à un autre de l'enquête, ou encore pour leur relecture minutieuse d'une première version de cet article : Abdelaziz Bennani, Myriam Catusse, Jean-Gabriel Contamin, Olivier Fillieule, Florence Haegel, Khalid Hariri, Mohamed Jekhllaly, Florence Johshua, Driss Ksikes, Michel Offerlé, Florence Passy, Bouchra Zryouil.

D'après les premiers traitements, l'espace partisan marocain est un petit monde dominé par les citadins, les hommes d'âge mûr, les plus dotés scolairement et économiquement ; mais, loin d'être coupé des citoyens ordinaires, il est travaillé par les dynamiques en œuvre dans la société. Irréductible à une clientèle segmentée, il n'en demeure pas moins façonné par une opposition idéal-typique entre partis de notables et partis de militants.

Abstract

Using an original investigative protocol and a data base of 4,127 national delegates from ten Moroccan political organizations, surveyed between 2008 and 2012, this article examines the characteristics of party members in Morocco. Initial results indicate that the field of Moroccan political parties is a small world dominated by city dwellers, mature men, and the most highly educated, wealthiest individuals. However, far from being isolated from ordinary citizens, there are social dynamics at work. While it cannot be reduced to a segmented clientele, it is, nonetheless, shaped by an ideal-typical opposition between parties of notables and parties of activists.

Annexe 1

	Organisations	Création offic.	Elus lég. 2007/ 2011	Nombre adhérents déclarés - date du congrès	Congrès	Enquête			
						Congressistes présents	Retours	Taux retour %	Distribution*
Partis historiques	Parti de l'Istiqlal <i>Référent nationaliste. Parti gouvernemental.</i>	1944	52 / 60	300 000	15^e congrès 9-11/01/2009Rabat	5 140	745	14	N
	Mouvement populaire (MP) <i>Filiation avec la résistance. Ancrage rural et amazigh (processus de fusion après scissions). Parti gouvernemental.</i>	1959	39 / 32	?	11^e congrès 11-12/06/2010 Rabat	1 685	355	21	N
Gauche gouvernementale	Union socialiste des forces populaires (USFP) <i>Issu d'une scission du Mouvement national, il incarne l'opposition de gauche au sein du parlement jusqu'en 1997. Dans le cadre de la Koutla (bloc constitué avec les héritiers du Mouvement national), il devient un parti gouvernemental entre 1998 et 2011. Son histoire est parsemée de scissions.</i>	1975 (1959)	38 / 39	60 000	8^e congrès, 2 temps 13-15/06/2008 Bouznika 7-9/11/2008, Rabat	1 356	451	33	N

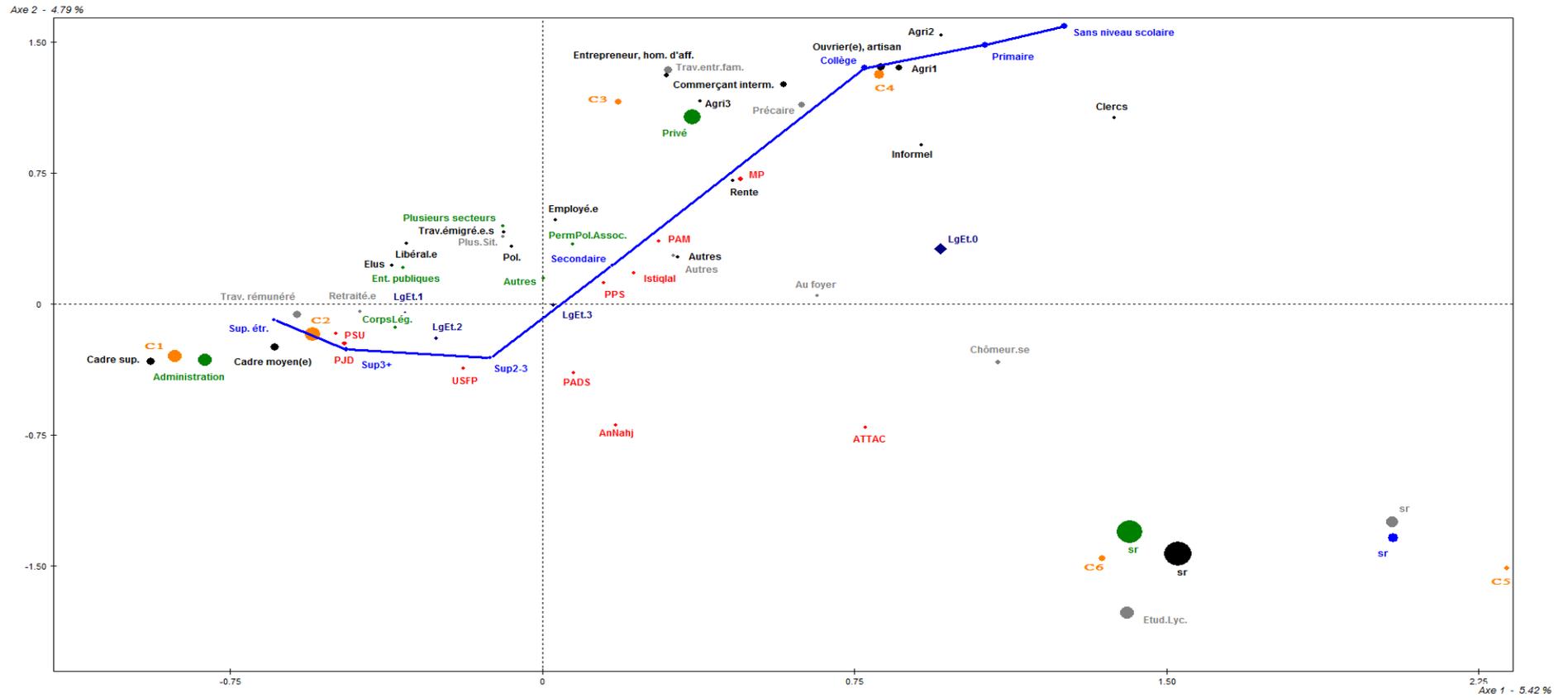
	<p>Parti du progrès et du socialisme (PPS) <i>Héritier du Parti communiste marocain (1943). Il devient un parti gouvernemental dans le cadre de la Koutla depuis 1998. Il reste au gouvernement après 2011.</i></p>	1974	17 / 18	40000	<p>8^e congrès 28-30/05/2010 Bouznika</p>	1 845	612	33	O
Parti à référent islamiste	<p>Parti justice et développement (PJD) <i>Après un long processus d'unification et de légalisation, il représente la principale force d'opposition au sein du parlement jusqu'en 2011. Principal gagnant du « Printemps arabe », il est à la tête du gouvernement depuis 2011.</i></p>	1998	46 / 107	16000	<p>6^e congrès 19-20/07/2008 Rabat</p>	1 370	741	54	O
Opposition parlementaire « du roi »	<p>Parti authenticité et modernité (PAM) <i>Créé sous l'impulsion d'un « ami du roi », il est vite perçu par les observateurs comme un nouveau parti « administratif ». Pendant les mobilisations du Mouvement du 20 février, il est au centre des polémiques et compte parmi les principales cibles des protestataires. (Après avoir essuyé un refus d'enquête pendant son congrès constitutif en 2009, nous avons obtenu une autorisation d'enquêter pendant le congrès exceptionnel de 2012).</i></p>	2008	N / 47	?	<p>2^e congrès exceptionnel : 17-18-19/02/2012 Bouznika</p>	3 057	429	14	N

Gauche non gouvernementale parlementaire (jusqu'en 2011), appartenant à l'Alliance de la gauche démocratique	Parti socialiste unifié (PSU) <i>Constitué suite à un processus d'unification de la gauche non gouvernementale, il puise ses racines dans le Mouvement national et dans les mouvements marxistes des années 1970.</i>	2005	6 / boycott	4 000	3^e congrès 16-17-18/12/2011 Bouznika	572	390	68	O
	Parti de l'avant-garde démocratique socialiste (PADS) <i>Issu d'une scission en 1983 au sein de l'USFP.</i>	1993	6 / boycott	1 100	7^e congrès 30-31 mars, 1 ^{er} avril 2012, Rabat, Harhoura	584	231	39	N
Extrême gauche non-parlementaire	Annahj addimocrati <i>Il se réclame de Ila Al Amam, mouvement marxiste-léniniste des années 1970.</i>	2004 (1995)	boycott	1 000	2^e congrès 18-20/07/2009 Casablanca	310	102	33	N
Organisation politique non-conventionnelle	ATTAC-CADTM <i>Organisation altermondialiste faisant partie d'un réseau international regroupé sous forme de coordination autour d'une plateforme commune. Depuis 2005, elle connaît une restructuration qui se traduit par une forte présence du courant Almounadil-a (trotskystes) au sein de ses instances.</i>	2000	-----	500	4^e congrès 27-28-29/01/2012 Rabat	72	71	98	N
						15 991	4 127		

* O : insertion du questionnaire par les organisateurs du congrès dans les dossiers distribués aux congressistes – N : pas d'insertion

Annexe 2 - ACM Etudes et Emploi + classification en 6, axes 1 et 2

Le parti des répondants, le niveau d'études, les langues étrangères maîtrisées, le secteur d'activité (administration publique, entreprises publiques et semi-publiques, privé, permanent, membre des corps législatifs) et la catégorie socio-professionnelle sont en variables actives, avec une taille proportionnelle à la contribution au plan factoriel. Les classes sont projetées avec une taille proportionnelle au poids

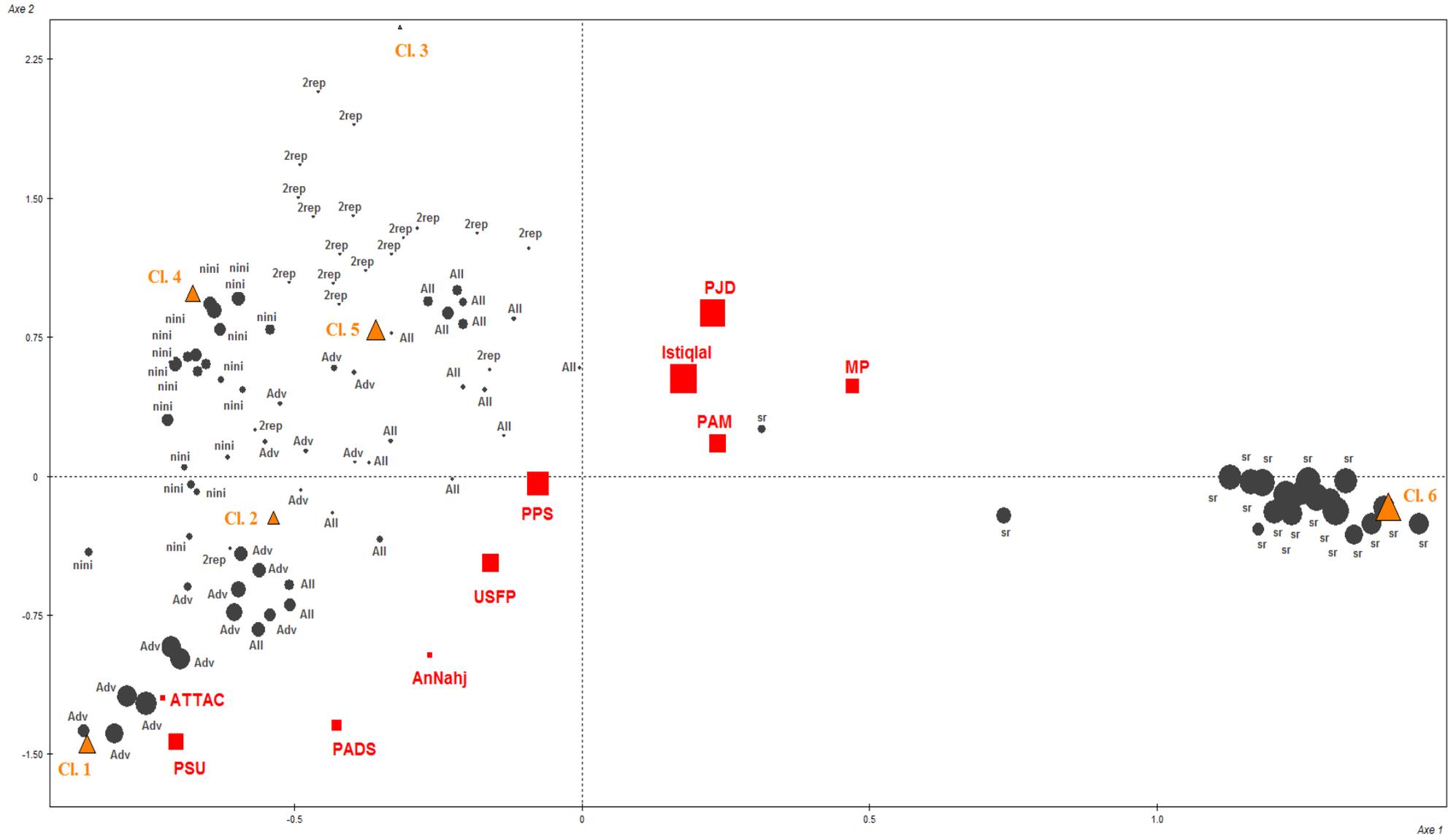


Annexe 3 - ACM Alliés et adversaires + classification en 6, axes 1 et 2

Toutes les modalités représentées. Les positionnements stratégiques sont en variables actives, avec taille proportionnelle à la contribution au plan factoriel.

Partis et classes sont projetés, avec taille proportionnelle au poids.

[All = alliés, Adv = adversaires, nini = ni allié, ni adversaire, dr = sans réponse, nc = non concerné.e, 2rep = deux réponses]



Annexe 4 - ACM Alliés et adversaires + classification en 6, axes 3 et 4

Toutes les modalités représentées. Les positionnements stratégiques sont en variables actives, avec taille proportionnelle à la contribution au plan factoriel.

Partis et classes sont projetés, avec taille proportionnelle au poids.

[All = alliés, Adv = adversaires, nini = ni allié, ni adversaire, sr = sans réponse, nc = non concerné.e, 2rep = deux réponses]

